

AGRICULTURE ET LIBRE-ÉCHANGE

« L'Europe se tire une balle dans le pied »

Entretien : Richard Graf

Lundi prochain, Jacques Berthelot fera étape à Luxembourg pour une conférence sur la régulation des prix agricoles. Le woxx a pu s'entretenir avec l'agroéconomiste, qui tient des propos à contre-courant du néolibéralisme ambiant.

WOXX : *Vous préconisez une régulation des prix agricoles. Qu'est-ce que le marché des denrées alimentaires a de particulier pour proposer une telle mesure ?*

Jacques Berthelot : Les marchés des produits agricoles ne s'autorégulent pas, contrairement à ceux de la plupart des produits manufacturés et des services, où la production peut s'adapter plus ou moins à la demande. Pour les produits alimentaires, l'offre et la demande sont rigides. Il s'agit de biens de première nécessité. Quand les prix augmentent, les consommateurs vont sacrifier tous les autres biens, simplement pour assurer leur survie. Dans le cas contraire, quand les prix baissent, les consommateurs, du moins dans les pays plus riches, ne vont pas commencer à prendre un repas de plus, donc à consommer plus parce que l'opportunité leur en est donnée. Ce qui est donc en cause, c'est le besoin d'une régulation publique pour garantir que les prix soient à un niveau qui assure la rentabilité de la production agricole, et en même temps donne accès à l'alimentation pour le plus grand nombre.

Quels seraient les instruments pour réaliser cette régulation ?

En fait, avec la libéralisation de tous les marchés en cours depuis un certain nombre d'années - y compris dans le domaine alimentaire - et depuis la crise alimentaire qu'on a connue de puis 2005 et 2006, on fait face à une volatilité très forte des prix agricoles, qui de surcroît sont majoritairement libellés en dollars. A la volatilité des prix de base s'ajoute donc celle du taux de change du dollar par rapport aux autres monnaies. Or, pour pouvoir investir, les

agriculteurs ont besoin d'une visibilité à moyen terme. L'agriculture est une industrie lourde en investissements. Il faut donc garantir une relative stabilité des prix pour pouvoir rentabiliser les investissements agricoles et pour que les banques soient disposées à accorder des crédits. Pour cela, il faut revenir au système qui a merveilleusement fonctionné dans la politique agricole commune de 1962 à 1995, date à laquelle a été mise en place l'OMC. A l'époque, on assurait des prix stables en appliquant des prélèvements variables à l'importation et non pas des droits de douane calculés sur la valeur des produits importés. La moitié des produits agricoles en Europe sont protégés par des droits de douane spécifiques - telle somme par tête de bétail ou telle somme par tonne d'aliments importés.

« Il faut donc garantir une relative stabilité des prix pour pouvoir rentabiliser les investissements agricoles. »

L'Afrique semble particulièrement fragile à cet égard. Pourquoi ?

Le continent africain a dû ces derniers temps accepter des accords de libre-échange, aussi appelés accords de partenariat économique (APE), avec l'Union européenne. Ces accords vont l'obliger à réduire en moyenne de 80 pour cent les droits de douane appliqués sur les produits en provenance de l'Union. C'est extrêmement grave, car au lieu d'aller dans la direction d'une meilleure protection de leur marché de l'alimentation, les pays africains vont en plus perdre d'importantes ressources budgétaires. Dans ces pays, avec un important secteur informel qui ne paie pas d'impôts ni sur le revenu ni sous forme de taxe sur la valeur ajoutée, les droits de douane - que ce soit à l'importation ou à l'exportation - re-

présentent une grande part des recettes budgétaires totales. Les APE viennent d'être signés avec la plupart des pays d'Afrique - l'Afrique de l'Ouest a signé le 10 juillet, l'Afrique australe le 15 juillet, puis l'Afrique de l'Est finalement le 16 octobre. Non seulement ils feront perdre à ces pays des recettes douanières, mais leurs entreprises vont également être fortement concurrencées à cause des produits européens qui ne sont donc plus taxés. A cela s'ajoute l'effet supplémentaire dû aux accords que l'Union européenne a négocié avec d'autres régions, en Amérique latine et centrale, et la perspective du grand marché transatlantique. Les exportations de ces régions vers l'Europe seront également détaxées et vont concurrencer d'autant plus celles d'Afrique sur nos marchés.

Mais ne faut-il pas plutôt mettre à l'abri les consommateurs des hausses de prix ?

On pourrait croire qu'il y a une contradiction entre le fait d'assurer un prix aux producteurs et l'obligation de garantir l'accès à l'alimentation aux plus pauvres. Les Chefs d'Etat d'Afrique subsaharienne s'étaient engagés à Malabo en 2003 à consacrer au moins 10% de leurs budgets à l'agriculture. Une petite minorité y est parvenue mais sans que les moyens arrivent là où ils auraient été nécessaires. Du côté des consommateurs - qui s'entassent à un rythme effréné dans les villes côtières,

ce qui rend encore plus rentable l'importation de denrées alimentaires par rapport à l'approvisionnement depuis l'arrière-pays -, il faut mettre en place des systèmes qui permettent de ne pas soutenir la flamme des prix, mais qui bénéficient aux agriculteurs. En somme, c'est subventionner les prix de certaines denrées alimentaires pour les proposer à des prix qui restent accessibles aux plus pauvres. Il faudrait donc des systèmes d'aide alimentaire intérieure s'inspirant de ceux qui existent déjà. Le plus connu est celui des Etats-Unis, le plus grand fournisseur d'aide alimentaire intérieure avec en gros 100 milliards de dollars par an, dont 75 pour cent sont accordés par des bons d'achats, les « food stamps », et le reste en nature, notamment par des repas offerts à l'école tant le matin qu'à midi. Les Etats-Unis sont un pays riche et c'est un système très cher qu'il faut pouvoir financer. Pour l'Irlande, le système est différent : le pays constitue des stocks publics achetés à des prix rémunérateurs aux agriculteurs et revendus à très bas prix. A peu près deux tiers de la population peuvent en profiter. Mais cela reste très coûteux.

Que faire donc en Afrique, si les moyens sont limités ?

Ce qui est particulier en Afrique, notamment en Afrique subsaharienne, c'est que 60 pour cent de la population vit de l'agriculture. Si déjà on augmente les prix agricoles, même les agricul-

« Réguler les prix agricoles, pour que tous puissent manger ! »

Conférence de Jacques Berthelot organisée par etika, Attac, ASTIM, Caritas, Meng Landwirtschaft, Frères des hommes et SOS Faim le **lundi 17 novembre à 12h15 au centre culturel Altrimenti**, salle Maria Rheinsheim, 5, avenue Marie-Thérèse, Luxembourg. La conférence sera suivie d'un déjeuner (sandwichs et boissons) offert par etika. Pour des raisons d'organisation, prière de s'inscrire par courriel via events@etika.lu avant le week-end.